

CONJONCTURE ECONOMIQUE

TENDANCES CONJONCTURELLES

4^E TRIMESTRE 2025

Au 4^e trimestre 2025, la conjoncture économique s'améliore, mais des fragilités demeurent visibles dans plusieurs indicateurs. Le climat des affaires se redresse : les chefs d'entreprise portent une appréciation plus favorable sur leur activité, dans un contexte de délais de paiement mieux orientés. Cette dynamique s'accompagne d'une progression des effectifs et de signaux d'amélioration sur le marché du travail. L'inflation demeure contenue, portée par la faiblesse des prix de l'énergie ; en contrepartie, la valeur des échanges extérieurs recule, à l'export comme à l'import. Après deux trimestres exceptionnellement soutenus, l'investissement privé décélère et tend à se normaliser. Sur le plan sectoriel, le tourisme se maintient à un niveau élevé, tandis que le BTP et les services marchands peinent à se redresser. Enfin, le commerce fait preuve de résilience, malgré une consommation des ménages terne.

Une reprise encourageante, malgré quelques fragilités

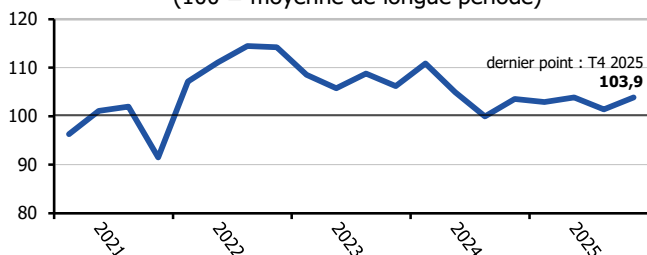
Le climat des affaires est mieux orienté

Fin décembre 2025, le moral des chefs d'entreprise s'améliore. L'indicateur du climat des affaires (ICA) progresse (+2,5 points) à 103,9 points, après avoir enregistré un recul au trimestre précédent (-2,5 points). Il se maintient au-dessus de sa moyenne de long terme (100 points).

Cette amélioration résulte d'une perception plus favorable des chefs d'entreprises de leur activité, conduisant à une hausse des effectifs.

Le montant des impayés sur effets de commerce diminue (-6,5 % en glissement trimestriel), après une forte progression au trimestre précédent (+55,8 % sur trois mois). Toutefois, les chefs d'entreprises signalent un alourdissement de leurs charges d'exploitation qui pèse sur leur trésorerie.

Indicateur du climat des affaires en Guadeloupe
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM.

© IEDOM

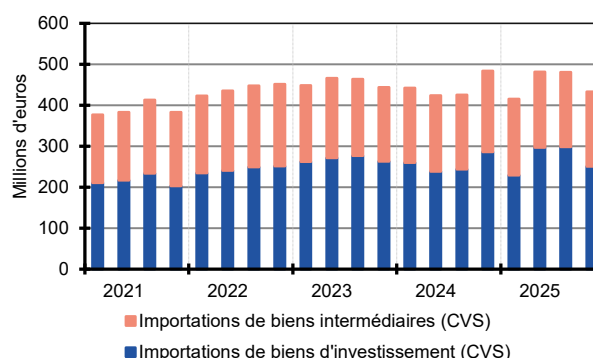
L'investissement privé décélère, après deux trimestres exceptionnels

Au 4^e trimestre 2025, la dynamique de l'investissement privé s'atténue après deux trimestres soutenus. Les importations de biens intermédiaires sont quasi stables en glissement trimestriel (+0,1 %, CVS), tandis que les importations de biens d'investissement se replient nettement (-16,1 %, CVS), sous l'effet d'un recul des achats dans le secteur nautique. Dans le même temps, les immatriculations de véhicules utilitaires sur 12 mois évoluent peu (+0,6 % en glissement trimestriel).

Le financement des entreprises se stabilise : les encours de crédits d'investissement ne progressent que faiblement (+0,5 % en glissement trimestriel, après +3,1 % au trimestre précédent), tout comme les crédits immobiliers (+0,4 %, après +0,7 %).

Dans ce contexte, les professionnels interrogés anticipent un moindre effort d'investissement en 2026.

Indicateurs de l'investissement privé

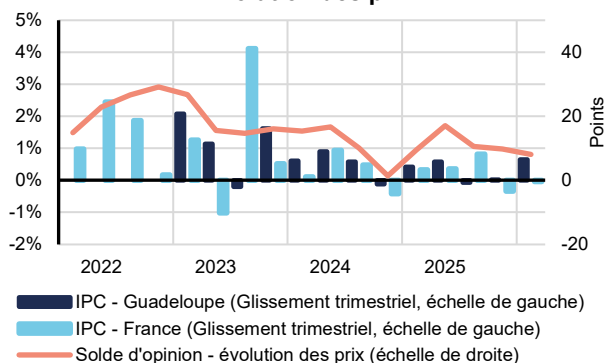


Sources : Douanes, IEDOM. © IEDOM

Une hausse des prix modérée

Au 4^e trimestre 2025, l'indice des prix à la consommation (IPC) en Guadeloupe augmente modérément sur trois mois (+0,6 %, après une stabilisation au 3^e trimestre). Dans le détail, les prix de l'alimentation (+1,6 %) et des services (+1 %) progressent, tandis que ceux des produits manufacturés reculent (-0,3 %). Sur un an, l'IPC croît de 1,2 % (+1,8 % en 2024). Dans l'Hexagone, l'IPC progresse de 0,8 % en glissement annuel (+1,3 % en 2024)

Évolution des prix



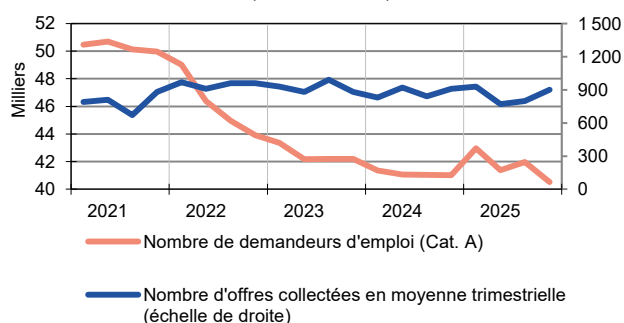
Sources : Enquête de conjoncture de l'IEDOM, Insee. © IEDOM

Selon l'enquête de conjoncture de l'IEDOM, les entreprises du secteur privé déclarent une hausse modérée des prix au cours du trimestre. Deux secteurs font exception : les IAA et le commerce, où les prix reculent. Les professionnels du tourisme, quant à eux, font état d'une stabilité de leur prix.

Des signes d'amélioration sur le marché du travail

Fin décembre 2025, les indicateurs du marché du travail sont bien orientés¹. Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A, CVS) s'établit à 40 530, en baisse de 3,4 % sur un trimestre. En parallèle, 900 offres d'emploi sont déclarées en moyenne par mois, en hausse de 12,5 % sur trois mois (CVS). Au 3^e trimestre 2026, l'emploi dans le secteur privé affiche une légère baisse (-0,7 %) avec 85 686 salariés (CVS), contre 86 325 salariés à fin juin 2025 (CVS).

DEFM A et nombre d'offres collectées
(données CVS)



Sources : DIECCTE, ACOSS.

© IEDOM

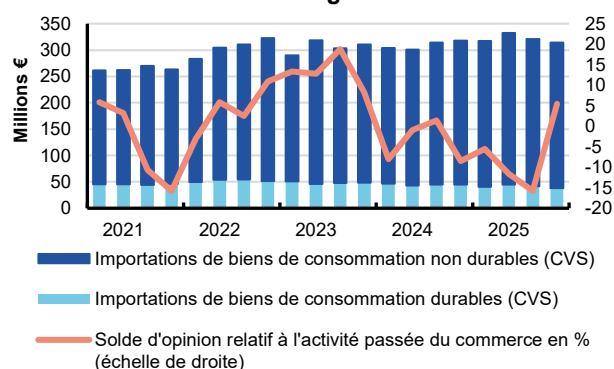
¹ Ces évolutions doivent être interprétées avec prudence, car France Travail a modifié les règles d'inscription et de classement des demandeurs d'emploi (cf. [note explicative du 29 janvier 2026](#)). Pour rappel, entre le 1^{er} et le 2^e trimestre 2025, ces changements

Une consommation des ménages ternie

La consommation des ménages se dégrade légèrement au 4^e trimestre 2025. Les importations de biens de consommation reculent en valeurs (CVS) : -1,0 % pour les non durables et -8,5 % pour les durables, tandis que l'encours de crédits à la consommation se stabilise (+0,1 % en glissement trimestriel, après +0,9 %). Mis en perspective avec le regain d'activité du commerce, ces indicateurs mettent en évidence un décalage entre achats et ventes au 4^e trimestre. Les entreprises interrogées font état de stocks limités, ce qui traduit une demande présente, portée essentiellement par les professionnels.

En parallèle, la situation financière des ménages reste fragile. Le nombre de dépôts de dossiers de surendettement s'accroît sur trois mois (+26 %, après +5,3 % au 3^e trimestre).

Indicateurs de la consommation des ménages



Sources : Douanes, Enquête de conjoncture de l'IEDOM. © IEDOM

Les échanges extérieurs reculent sous l'effet du repli des prix de l'énergie

Fin décembre 2025, les exportations en valeur diminuent de 10,6 % en glissement trimestriel (CVS). Cette baisse provient essentiellement du fort repli des exportations d'énergie (-39,5 %, CVS), lié à la diminution des prix des produits pétroliers. Sans ce recul du poste énergie, les exportations auraient progressé de 5 %, tirées par les exportations de biens d'investissement (+7,8 %, CVS).

Les importations se contractent également (-6,4 %, CVS). Dans le détail, les importations de biens d'investissement reculent sensiblement (-16,1 %, CVS). Les importations d'énergie (-8,7 %, CVS) contribuent également à la baisse.

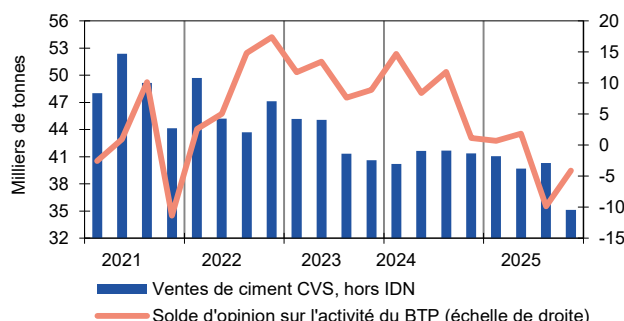
Une activité sectorielle tirée par le tourisme et le commerce

BTP : une activité en repli, des perspectives à moyen terme

Au quatrième trimestre 2025, les chefs d'entreprise du secteur du BTP signalent une nouvelle contraction de l'activité, bien que d'une intensité moindre que celle observée précédemment. Les professionnels interrogés signalent également l'allongement des délais de paiement, causant partiellement des tensions sur leur trésorerie. Dans ce contexte, les ventes de ciment reculent sur trois mois (-12,9 %, CVS). Le nombre de permis de construire (424) diminue également (-24,2 %, après +33,4 % au trimestre précédent). Par ailleurs, les financements au secteur (encours déclarés au SCR de la Banque de France) diminuent (-2,1 % entre fin septembre et fin décembre 2025). En revanche, la hausse de 20,4 % des attestations de conformité électrique des logements neufs suggère une accélération des livraisons de constructions neuves en fin d'année.

Malgré le tassement de l'activité du secteur, plusieurs opérations structurantes continuent de soutenir le secteur et offrent des perspectives à moyen terme : l'extension du port de Jarry, la déviation de la Boucan/Sainte-Rose, le plan Eau, une nouvelle unité de production sur la centrale géothermique de Bouillante, la poursuite des travaux sur la cité scolaire de Baimbridge (7,2 M€ en 2025 et 8,9 M€ en 2026). S'y ajoutent les chantiers des maisons d'arrêt de Basse-Terre (44,5 M€) et de Baie-Mahault (43,7 M€), ainsi que la construction de nouveaux hôtels et la modernisation de l'aéroport.

Ventes de ciment et activité du BTP



Sources : Enquête de conjoncture de l'IEDOM, Lafarge Ciments Antilles. © IEDOM

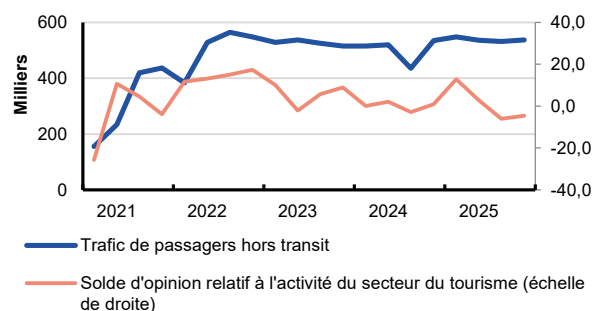
Tourisme : une activité soutenue

Fin décembre 2025, l'activité touristique se maintient à un niveau élevé, portée notamment par la reprise de la saison des croisières. Le trafic de passagers à l'aéroport (hors transit) progresse (+1,1 % sur trois mois, après -1,2 % au trimestre précédent, CVS). Le nombre de nuitées hôtelières augmente (+10 %, après -0,5 % au 3^e trimestre, CVS). Afin de répondre à la demande, les professionnels renforcent leur effectif.

Par ailleurs, les chefs d'entreprise se montrent prudents pour le début d'année 2026. Ils anticipent une possible dégradation de l'activité, susceptible d'affecter leur trésorerie. Dans ce contexte, ils envisagent de réduire leurs investissements sur les douze prochains mois.

Par ailleurs, les financements au secteur progressent de 3,8 % entre fin septembre et fin décembre 2025.

Trafic de passagers et activité touristique



Sources : Enquête de conjoncture de l'IEDOM, Aéroport Guadeloupe Maryse Condé. © IEDOM

Un regain d'activité dans le commerce

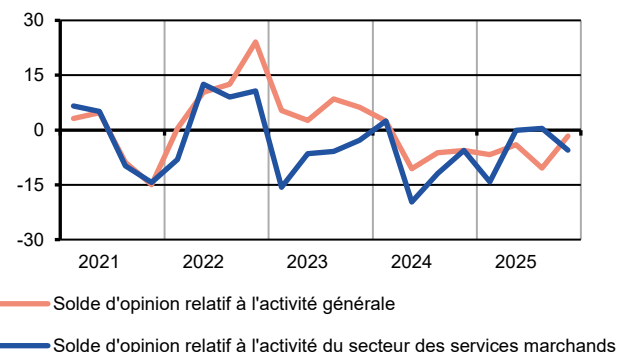
Fin décembre 2025, le moral des chefs d'entreprise du secteur s'améliore, en dépit d'une consommation des ménages terne. Les immatriculations de véhicules neufs enregistrent une légère baisse en glissement trimestriel (-1,5 %, après +2,6 % trois mois plus tôt, CVS). Les professionnels interrogés indiquent notamment avoir procédé à des ajustements de prix. Dans ce contexte, les tensions sur leur trésorerie diminuent.

L'activité des services marchands se replie

Au 4^e trimestre 2025, l'activité du secteur des services marchands enregistre un repli. Malgré ce recul conjoncturel, les chefs d'entreprise déclarent une trésorerie en amélioration, portée notamment par un raccourcissement des délais de paiement de leur clientèle. Dans le même temps, les charges d'exploitation augmentent, exerçant une pression croissante sur les marges du secteur. Toutefois, les effectifs poursuivent leur progression, signe que les entreprises anticipent une stabilisation de l'activité ou cherchent à préserver leurs capacités opérationnelles.

Pour le 1^{er} trimestre 2026, les professionnels anticipent une amélioration de l'activité. Toutefois, ils envisagent de réduire leurs investissements au cours des douze prochains mois.

Activité du secteur des services marchands



Source : IEDOM. © IEDOM

Des perspectives encourageantes pour la Caraïbe, malgré des contraintes structurelles

Selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, la région caribéenne devrait enregistrer une croissance économique de 5,5 % en 2025 et de 8,2 % en 2026. Cette évolution serait portée par l'essor de la production pétrolière au **Guyana**, ainsi que le dynamisme des secteurs du tourisme et de la construction. À titre illustratif, la croissance économique de la **Grenade**, grâce au dynamisme de l'investissement et de la construction, devrait atteindre 4,4 % selon le FMI. À noter que la zone reste particulièrement vulnérable aux aléas naturels, ce qui constitue un frein structurel à ses perspectives de croissance, comme en témoigne le passage dévastateur de l'ouragan Melissa en **Jamaïque**, provoquant des dégâts estimés entre 8 et 15 milliards de dollars, soit près d'un quart du produit intérieur brut du pays. Cinq institutions financières internationales apporteront une aide de 6,7 milliards de dollars sur trois ans afin de contribuer à la reconstruction de l'île.

La Banque centrale de **Cuba** a lancé une réforme progressive de son marché des changes en introduisant un taux de change flottant dans le but de réduire les transactions informelles. Ce taux de change, déterminé selon l'offre et la demande et publié quotidiennement par la Banque centrale, coexiste avec deux taux de change fixes (un pour les services publics essentiels et un pour les entités publiques et mixtes génératrices de revenus extérieurs). En parallèle, le taux de croissance du PIB cubain est attendu à 3,6 % en 2025 malgré une activité freinée par une combinaison de facteurs structurels et conjoncturels, notamment la diminution des livraisons de pétrole en provenance du Venezuela, son principal fournisseur, qui accentue la crise énergétique. S'y ajoutent des performances touristiques décevantes et des sanctions américaines plus sévères.

Le gouvernement de **République dominicaine** a annoncé une année 2025 plutôt positive avec une progression soutenue des exportations (+13,4 %), une forte création d'emplois notamment dans les zones franches (environ 120 000 emplois) et une expansion de l'activité industrielle et commerciale lui permettant de renforcer sa présence à l'international et de soutenir l'économie locale. Selon les prévisions du FMI, la croissance du pays devrait atteindre 3,0 % pour 2025 et 4,5 % pour 2026.

Concernant **Sainte-Lucie**, le FMI prévoit un net ralentissement de la croissance, passant de 4,7 % en 2024 à 1,7 % en 2025 en glissement annuel, tout en lui conseillant de maintenir d'importants excédents budgétaires pour réduire sa dette et atteindre l'objectif de 60 % du PIB d'ici 2035 (actuellement 77 %). Dans cette perspective, le pays engage plusieurs réformes visant à améliorer le climat des affaires et attirer davantage d'investissements.

Sources : UN, ECLAC, FMI, DG Trésor – service économique régional de Mexico

Un environnement international toujours incertain

Les perspectives de croissance de l'économie mondiale connaissent une légère amélioration. Le FMI (WEO janvier 2026) a révisé à 3,3 % ses anticipations de croissance pour l'exercice 2026 (+0,2 point), avec une perspective de croissance de 3,2 % en 2027. Les tensions nées de la politique douanière américaine se sont apaisées au dernier trimestre 2025, notamment à la faveur d'accords commerciaux conclus avec la Chine. La décision de la Cour suprême des États-Unis du 20 janvier 2026 de déclarer illégaux certains des tarifs douaniers ne dissipe pas l'incertitude, qui reste plus élevée qu'elle ne l'était au début de l'année 2025. Les anticipations d'inflation globale du FMI restent stables, à 3,8 % en 2026 et 3,4 % en 2027.

Les États-Unis sont l'un des principaux contributeurs de ce regain d'optimisme. Les entreprises américaines ont fait preuve de résilience face aux incertitudes nées de la politique douanière américaine, maintenant des chaînes d'approvisionnement agiles. La croissance américaine bénéficie également des importants investissements dans les domaines des technologies de l'information et de la communication et de l'intelligence artificielle. Ce dynamisme se traduit par une hausse de +0,3 point des anticipations de croissance américaine du FMI pour l'exercice 2026, à 2,4 %. Le FMI anticipe au second semestre 2025 une inflation plus soutenue qu'anticipée en juillet, à mesure que l'impact de la hausse des droits de douane se répercute sur les consommateurs.

Les perspectives de croissance de la zone Euro restent moins dynamiques que celles des États-Unis. Elles s'élèvent à 1,3 % pour 2026, chiffre globalement stable comparé aux projections communiquées par le FMI en octobre 2025 (+0,1 point).

En France, la croissance a poursuivi son accélération au 3^e trimestre, le PIB augmentant de 0,5 % en volume, après des hausses de 0,1 % au premier trimestre et 0,3 % au second trimestre, selon l'INSEE. Cette expansion procède notamment d'une demande intérieure finale plus soutenue et d'une hausse de la formation brute de capital fixe, tandis que la consommation des ménages confirme son ancrage en territoire positif, à +0,1 %. Les projections macroéconomiques intermédiaires de la Banque de France de décembre 2025 évaluent à 0,9 % la croissance en 2025, et anticipent une accélération à 1,0 % en 2026, à la faveur d'une hausse de la consommation des ménages et de l'investissement privé.

Les mesures de stimulation fiscales annoncées par le gouvernement nippon bénéficient aux perspectives de croissance au Japon, révisées à la hausse par le FMI, à 0,7 % pour 2026 puis 0,6 % pour 2027.

Les anticipations de croissance dans les pays émergents se renforcent légèrement. Le FMI table ainsi sur une hausse, à 4,2 % pour 2026, contre 4,0 % anticipé en octobre 2025. La croissance chinoise bénéficie des mesures de stimulation gouvernementales ainsi que de droits de douanes américains moins élevés qu'attendu. Ces facteurs permettent une réévaluation à 5,0 % des estimations du FMI de la croissance chinoise en 2025. L'Inde bénéficie d'un quatrième trimestre dynamique, et d'une révision à la hausse de sa croissance en 2025, à 7,3 %.

Sources : FMI, Insee, Banque de France

Toutes les publications de l'iedom sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : F. Groh ■ Responsable de la rédaction : D. Gordon

Rédaction : C. Candalen, V. Chaudérac, T. Combet, J. Soukaï – Éditeur et imprimeur : IEDOM